

**Politique étrangère - Israël -
Territoires palestiniens - États-Unis
- Aide au développement - Entretien
de M. Jean-Baptiste Lemoyne,
secrétaire d'État auprès du ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, avec «LCI» - Extraits
(Paris, 17 juillet 2017)**

Q - Bonjour Jean-Baptiste Lemoyne.

R - Bonjour.

Q - Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Vous avez été le premier parlementaire Les Républicains à rejoindre Emmanuel Macron, on en parlera, mais on va commencer par une image ou plutôt deux. Celle d'une accolade entre le président français et le Premier ministre israélien ; c'était hier à l'occasion des 75 ans de la rafle du Vel' d'Hiv à Paris. On a vu la même un peu plus tard à l'Élysée. Cela veut-il dire quelque chose ? On est entré dans une nouvelle ère de la relation franco-israélienne ? Ou c'est une image pour les caméras ?

R - Non, mais il ne vous a pas échappé qu'il y a eu hier une séquence effectivement avec beaucoup d'émotion, poignante, à l'occasion de la commémoration de ce 75ème triste anniversaire de la rafle du Vel' d'Hiv. Et le président de la République a fait un discours très fort. Il était légitime que les deux hommes marquent à travers ce geste une empathie réciproque. Vous savez, depuis 1948 la France a accompagné Israël dans sa naissance.

Et puis après cette séquence très émouvante, il y a eu une réunion de travail qui a été l'occasion d'évoquer tous les sujets chauds du moment dans la région du Proche et du Moyen-Orient. Entre la Syrie, l'État islamique, la crise du Golfe et l'Iran, il y a un certain nombre de sujets sur lesquels une concertation avec les pays importants de la région s'imposait.

Q - Sur le cas israélo-palestinien, la position de la France - on est d'accord - c'est toujours la reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens, la solution à deux États, la condamnation de la colonisation. C'est la même chose pour Emmanuel Macron que pour ses prédécesseurs ?

R - Emmanuel Macron a réaffirmé effectivement la position française, il l'a dit très clairement.

Q - Il n'y aura pas de tonalité Macron particulière.

R - Lors du point presse de la déclaration qui a suivi la réunion de travail, le président a été très clair en étant aux côtés du Premier ministre israélien. D'ailleurs il l'a réaffirmé lors de la réunion de travail.

Maintenant, il y a tout un travail bilatéral qui doit se faire en matière économique et culturelle. Au deuxième semestre de 2018, il va y avoir une saison culturelle croisée de la France en Israël et d'Israël en France. Ce sera l'occasion de mettre en avant des artistes. Et puis, il y a également une mission d'entreprises qui va être envoyée en Israël sur le thème de l'innovation, ce qui montre que nous avons beaucoup de choses à partager.

Q - Mais ce n'est quand même pas facile comme dossier. François Hollande, pas plus tard qu'en janvier dernier, a organisé une conférence internationale sur le Proche-Orient à Paris. À l'époque, le Premier ministre israélien parle d'imposture diplomatique. Emmanuel Macron, que peut-il faire ?

R - Vous savez, ce n'est pas tout seuls avec nos petits bras qu'on arrivera à résoudre ce qui n'a pas été résolu depuis des décennies.

Q - Donc Macron ne sera pas le nouveau Clinton version 93 avec les accords d'Oslo. On n'aura pas la poignée de mains Israéliens-Palestiniens.

R - La France et Emmanuel Macron ont une force, c'est que nous parlons à tout le monde ou en tout cas à beaucoup de personnes sur la planète. Il y a une initiative américaine qui a été prise sur le conflit israélo-palestinien. Je pense que la France, au regard des contacts qu'elle peut avoir dans un certain nombre de pays de la zone, peut aussi avoir une valeur ajoutée. J'ai pu le mesurer d'ailleurs lors de la réunion de travail hier. Encore une fois, la France a une partition à jouer mais on n'est pas là pour être arrogants, on est là pour être utile autant que de besoin, parce que ce qui compte, c'est arriver à progresser pas à pas.

Q - On va poursuivre sur Benjamin Netanyahu dans quelques instants, mais je voudrais juste qu'on s'arrête sur le contexte. On rappelle qu'il est venu pour les 75 ans de la rafle du Vel' d'Hiv. Le président français a eu ces mots hier : «C'est bien la France qui organisa la rafle du Vel' d'Hiv». C'est une manière pour lui de quoi ? De laisser sa trace ? De parler à qui ?

R - Emmanuel Macron est d'une génération qui n'a pas connu ce conflit mondial ni les conflits postérieurs coloniaux. Il a cette possibilité aussi de réconcilier les mémoires, de faire tout ce travail sur une part d'ombre dans notre histoire et de pouvoir dire les choses peut-être de façon très claire afin que ce travail de mémoire se fasse, parce qu'encore une fois, les faits sont là.

(...)

Q - On évoquait tout à l'heure la rencontre à l'Élysée entre le président français et le Premier ministre israélien. Vous y avez assisté, vous étiez juste à la droite du président. Qu'elle était l'ambiance de la rencontre ? Amicale ?

R - L'ambiance a été studieuse. Encore une fois, regardez tous les sujets qui se posent au Proche et au Moyen-Orient. Il y a la crainte pour certains de voir l'Iran s'étendre avec ses forces militaires présentes en Syrie. Il y a des crises qui sont en train d'éclater au Yémen et aussi avec les tensions au Qatar. Tout cela commandait que cette réunion soit studieuse et elle l'a été. C'était cela l'état d'esprit.

Q - Emmanuel Macron a donné du «cher Bibi» à Benjamin Netanyahu. Il faut forcément cette proximité ? «Bibi», cela a un côté extrêmement familier aussi.

R - Je crois que la force aussi d'Emmanuel Macron c'est de pouvoir entrer en empathie avec ses interlocuteurs de la même façon qu'il a aussi eu un contact très fraternel avec Mahmoud Abbas ; j'y assistais. On est capable de parler à tout le monde et je pense que cela peut être utile à un moment où justement parfois, quand il y a des tensions, la France est là pour pouvoir, en tant que de besoin, de façon discrète, passer des messages.

Q - Vous avez vu que la visite de Benjamin Netanyahu a aussi déclenché des critiques. (...)

R - Mais les peuples votent et à partir de là, il y a des gouvernements, il y a des institutions et il est normal que d'institution à institution, il y ait un travail qui se fasse. Encore une fois, on s'inscrit dans le temps long, c'est-à-dire celui qui depuis 70 ans fait que la France et Israël travaillent ensemble, de la même façon que la France affirme aussi de façon récurrente son message quant à l'autorité palestinienne.

Q - Trois visites diplomatiques emblématiques et trois polémiques. Benjamin Netanyahu, on vient de l'évoquer ; Donald Trump invité d'honneur du 14 Juillet ; Vladimir Poutine reçu à Versailles. Pour quels résultats à chaque fois concrètement ? Est-ce que les fastes proposés à nos hôtes se sont traduits concrètement ?

R - Emmanuel Macron est entré en fonction il y a un peu plus de deux mois. Justement, il est important que ces prises de contact se fassent et qu'elles se fassent avec tout le respect que nous devons à des grandes nations et la France en est une également. C'est cela qui va permettre d'enclencher un cercle vertueux, je pense, dans les affaires internationales. Qui va faire que la France va pouvoir encore une fois être utile, faire progresser un certain nombre de chantiers et, on l'a vu, le respect n'empêche pas parfois l'affirmation forte de notre message. Souvenez-vous d'Emmanuel Macron qui, juste après que Donald Trump a dit que les États-Unis n'endosseraient pas l'accord sur le climat, a pris la parole urbi et orbi en anglais pour s'adresser au peuple américain.

Q - Mais là cette fois, Donald Trump a quitté Paris en disant : «On verra. On verra si on revient ou pas dans l'Accord de Paris.» Est-ce que cela suffit «on verra» quand on sait que les enjeux sont extrêmement importants ?

R - Vous avez raison, les enjeux sont très importants. Parce que quand on regarde le fuseau eurafricain, on imagine ce que cela donnerait en termes de guerre ou de nouvelle migration forcée si le climat devait continuer à dériver et à avoir un impact sur le continent africain. Donc oui, l'urgence elle est là. Maintenant, je pense qu'il ne vous a pas échappé que justement l'appel d'Emmanuel Macron a été entendu par un certain nombre de villes, d'entreprises, d'États américains qui eux ont dit : «Nous, quoi qu'il arrive, on va rester dans cette dynamique-là.» Aussi, je crois qu'Emmanuel Macron en recevant Donald Trump lui a, peut-être, fait prendre conscience de ces enjeux-là. Vous savez, le président américain peut effectivement évoluer.

Q - Vous-même, vous êtes secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Emmanuel Macron a fait le choix de ne pas faire apparaître les dossiers qui étaient confiés aux secrétaires d'État dans l'intitulé de leur poste. Concrètement, vous faites quoi ?

R - Cela veut dire qu'on fait beaucoup de choses parce que, effectivement vous l'avez rappelé, le choix du président de la République et du Premier ministre, Edouard Philippe, c'est que les secrétaires d'État puissent intervenir aux côtés des ministres de tutelle sur l'ensemble du périmètre. Ça veut dire que très concrètement, en tant que bras droit de Jean-Yves Le Drian, je suis amené à faire comme lui des relations bilatérales. J'étais il y a deux jours en Tunisie pour rencontrer le Premier ministre tunisien, évoquer justement cette transition démocratique et puis les sujets sécuritaires de la région.

Mais également il y a un certain nombre de dossiers sur lesquels je vais épauler plus particulièrement Jean-Yves Le Drian. Je pense au commerce extérieur, à la Francophonie, aux Français de l'étranger, au développement. Ce sont des sujets qui demandent aussi beaucoup de temps parce que, vous savez, le monde est vaste et on n'est pas trop de trois avec Nathalie Loiseau à ses côtés également pour pouvoir porter la voix de la France à l'étranger.

Q - Vous avez évoqué le développement. Il y a aussi des économies à faire. Rien que pour l'aide au développement, c'est 140 millions d'euros d'ici la fin de l'année. Vous avez entendu les ONG qui vous interpellent. Ces 140 millions d'euros par exemple, cela pourrait permettre à 1,4 million de personnes atteintes du VIH d'avoir accès à un traitement vital. C'est un des objectifs et des exemples qui étaient pris. Est-ce qu'il n'y a pas un souci ?

R - Sur l'aide au développement, il nous a été demandé en crédit de paiement - c'est-à-dire en argent décaissé sur des projets concrets - des économies de 116 millions d'euros. Mais même avec ces économies, on aura un budget qui est supérieur en 2017 à celui qu'il était en 2016. Ce qui compte c'est la dynamique, et la dynamique c'est que les crédits d'aide au développement avaient beaucoup diminué au début du dernier quinquennat, et que là, on reste néanmoins sur une phase qui est une phase de croissance à nouveau. Emmanuel Macron a fixé un objectif et l'objectif cela sera d'ici 2025 effectivement. Et donc petit à petit, il faut qu'on arrive à garder cette dynamique.

(...)/.

